

DEMAIN COMMENCE ENSEMBLE

des solutions concrètes pour transformer la France et l'Europe.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Collectif Demain Commence Ensemble · 2026 · demaincommenceensemble.org

En mars 2025, l'Europe a mobilisé 800 milliards d'euros pour le réarmement en quelques semaines. La même année, on nous expliquait qu'il n'y avait pas les moyens de financer les retraites, les hôpitaux ou la transition écologique.

Cette contradiction n'est pas une erreur de communication. C'est la révélation d'un système de priorités. L'argent public n'est pas rare. Il est orienté. La question n'est pas « peut-on se le permettre ». C'est « pour qui et pour quoi choisit-on de le faire ».

1. Les quatre limites du monde actuel

Les limites planétaires dépassées

Selon l'étude du Stockholm Resilience Centre publiée dans Science Advances en septembre 2023, six des neuf limites planétaires identifiées par la science sont déjà franchies. Ce n'est pas une projection : c'est notre présent. Inondations au Pakistan, incendies au Canada et en Grèce, sécheresses en Espagne, canicules meurtrières en Europe. 75 % des cultures alimentaires mondiales dépendent de pollinisateurs dont les populations déclinent. Les générations nées après 2000 hériteront d'une planète structurellement appauvrie : c'est une dette écologique que le marché ne comptabilise pas et que la politique doit assumer.

Les inégalités comme choix

Nous vivons la période la plus riche de l'histoire de l'humanité, et pourtant les services publics se dégradent, les acquis sociaux reculent. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont distribué 107,5 milliards d'euros de dividendes, record historique, pendant que 9,8 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté, niveau le plus élevé depuis 1996. Piketty et Zucman ont documenté le mécanisme : quand le rendement du capital dépasse durablement la croissance, les inégalités s'auto-amplifient. Ce n'est pas de la fatalité, c'est le produit d'un choix doctrinal.

La fracture sociale

La montée de l'extrême droite n'est pas une pathologie culturelle. Inglehart et Norris (2017) montrent que la progression des partis autoritaires est structurellement liée à quarante ans d'inégalités croissantes. Cagé et Piketty (2023) en documentent la dimension territoriale : là où les services publics ont reculé depuis vingt ans, le vote pour les partis qui désignent des boucs émissaires a progressé significativement plus vite. La colère est légitime. Ce programme répond aux causes, pas aux symptômes.

La démocratie confisquée

En France, neuf des dix premiers groupes de presse appartiennent à des milliardaires ou à de grands groupes industriels dont les intérêts dépendent des décisions publiques qu'ils couvrent. Ce n'est pas de la liberté de la presse, c'est de la propriété de la presse. Les lobbies industriels et financiers dépensent des centaines de millions d'euros pour influencer les législations. La démocratie formelle existe. La démocratie réelle, celle où les citoyens décident effectivement des règles qui les gouvernent, est sous pression permanente.

2. L'impasse militariste

Le budget militaire mondial a atteint 2 887 milliards de dollars en 2025. L'administration Trump a proposé en avril 2026 un budget défense de 1 500 milliards de dollars pour 2027, une hausse de 44 %, financée par des coupes dans la santé, le logement et les programmes sociaux. En Europe, 800 milliards ont été mobilisés pour le réarmement en quelques semaines.

Cette spirale ne produit pas de sécurité. Elle produit de l'instabilité. L'accélération mondiale des dépenses militaires détourne des ressources considérables des investissements sociaux et écologiques. Chaque euro consacré à l'armement est un euro qui ne va pas dans une école, un hôpital ou une infrastructure de transition.

3. L'intelligence artificielle sans contrepartie

L'IA est présentée comme une révolution technologique neutre. C'est une demi-vérité. Elle bénéficiera à ceux qui la contrôlent, structurellement ceux qui possèdent les infrastructures de calcul, les données et les brevets : aujourd'hui une poignée d'entreprises américaines et chinoises, qui investissent collectivement plus de 300 milliards de dollars par an.

Le coût environnemental est massif. Un centre de données de taille moyenne consomme entre 1 et 5 millions de litres d'eau par jour pour son refroidissement. Le Shift Project alerte que la consommation électrique du numérique pourrait tripler d'ici 2035. Une technologie censée contribuer à résoudre le problème climatique en aggrave les causes.

La productivité générée bénéficiera aux actionnaires des entreprises qui déploient l'IA, pas aux travailleurs déplacés. La réponse n'est pas de freiner l'innovation : c'est de décider qui capte ses gains. Réduction du temps de travail alignée sur les gains de productivité réels, obligation d'énergie renouvelable pour les grands centres de données, audit des algorithmes qui affectent des droits individuels.

4. Mesurer autrement pour décider autrement

Kuznets, l'inventeur du PIB en 1934, avait lui-même averti : le bien-être d'une nation ne peut pas se déduire de son revenu national. Une marée noire augmente le PIB. La destruction d'une forêt aussi. Le soin aux aînés, le bénévolat, la santé des écosystèmes n'y apparaissent pas.

Tant que la croissance est mesurée par un indicateur aveugle aux destructions qu'elle produit, aucune politique ne pourra arbitrer correctement. La commission Stiglitz-Sen a formulé ses recommandations en 2009, l'OCDE publie son Better Life Index depuis 2011. Ce programme propose un tableau de bord de dix dimensions intégré à tous les budgets publics : santé, éducation, empreinte carbone, biodiversité, inégalités, cohésion sociale, souveraineté alimentaire et énergétique, qualité du travail, satisfaction de vie, accès aux services publics.

Cela ne signifie pas renoncer à produire, mais internaliser ce que le marché externalise : le carbone, la pollution, l'épuisement des sols, la dégradation des conditions de travail. Une croissance qui détruit son propre socle est un transfert de dette vers les générations suivantes.

5. Sept transformations structurelles

Elles se conditionnent mutuellement : aucune ne produit pleinement ses effets sans les autres.

Taxer le capital. Dans les années 1950 et 1960, les grandes fortunes étaient taxées à des taux de 70 à 91 %. C'étaient les Trente Glorieuses, la période de croissance la plus forte et la plus partagée du siècle. Nous proposons de rétablir cette logique : un ISF incluant le capital financier, une contribution de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, soit 1 800 foyers, une réforme des successions qui protège les héritages ordinaires et fait contribuer les transmissions exceptionnelles. Non pour punir la réussite, mais pour que le travail cesse d'être plus taxé que la rente.

Démocratiser la monnaie. La monnaie n'est pas une ressource rare enfermée dans des coffres : elle est créée chaque jour par les banques lorsqu'elles accordent des crédits. Aujourd'hui ce pouvoir irrigue les marchés financiers. Demain il peut financer la rénovation des écoles, les réseaux électriques, les PME industrielles. La séparation des banques de dépôt et d'investissement protège l'épargne des ménages. La conversion de la dette détenue par la BCE libère des marges considérables. Ce n'est pas une utopie monétaire : c'est ce que les banques centrales ont déjà fait, pour d'autres bénéficiaires.

Énergie, transports, logement. Imaginons les 7,2 millions de passoires thermiques transformées en logements confortables, avec des factures divisées et 150 000 artisans formés à des métiers qui ne se délocalisent pas. Imaginons les petites lignes ferroviaires rouvertes, des RER dans chaque agglomération de plus de 200 000 habitants, des véhicules électriques

partagés dans les villages où la voiture individuelle est aujourd'hui la seule option. Un pays où se déplacer et se loger cessent d'être des variables d'ajustement. Chaque euro investi dans la rénovation thermique génère 2,5 euros d'activité économique : ce n'est pas une dépense, c'est un investissement à rendement documenté.

Santé, éducation, justice. Six millions de Français n'ont pas de médecin traitant. Nous proposons 3 000 maisons de santé publiques, le conventionnement sélectif pour rééquilibrer les installations, le remboursement intégral des consultations de psychologue. Dans les écoles, vingt élèves maximum par classe en zone prioritaire et des enseignants rémunérés à la hauteur de leur qualification. Une justice dotée des moyens de la moyenne européenne. Et pour ceux que le marché n'absorbe pas, une garantie d'emploi dans des activités d'utilité collective : entretien des espaces naturels, aide à domicile, accompagnement scolaire. Le travail utile ne manque pas. C'est la décision de le financer qui manque.

Transformer l'agriculture. Un agriculteur français gagne aujourd'hui moins que le SMIC dans le pays qui se targue de sa gastronomie. Des prix planchers garantis rendraient illégal l'achat en dessous du coût de production. Une PAC réorientée financerait les pratiques plutôt que la surface, avec 30 % de bio en 2035 et l'interdiction définitive des néonicotinoïdes. La moitié des cantines scolaires et hôpitaux approvisionnée localement. Un modèle où nourrir son pays redevient un métier qui permet de vivre, et où les pollinisateurs dont dépendent 75 % de nos cultures cessent de disparaître.

Réindustrialiser et innover. L'Europe a démontré avec Airbus qu'elle savait créer des champions mondiaux quand elle le décidait. Les mêmes capacités industrielles mobilisées pour le réarmement peuvent produire des batteries, des pompes à chaleur, des turbines. Cinq filières prioritaires : semi-conducteurs, médicaments essentiels, acier vert, batteries, agroéquipements. Un cloud souverain européen et des logiciels libres par défaut dans les administrations. Et une règle simple : lorsque la recherche publique a permis une innovation, une fraction des revenus futurs revient au financement public qui l'a rendue possible. Et parce qu'il ne sert à rien de reconstruire ce que l'on laisse démanteler : encadrement des rachats à effet de levier qui font porter à l'entreprise la dette de sa propre acquisition, interdiction des remontées de trésorerie agressives, échevinage des tribunaux de commerce pour mettre fin aux conflits d'intérêts, et surtout un droit de préemption réel des salariés. Avant toute liquidation d'une entreprise viable, six mois pour monter une offre, l'accès aux comptes, l'expertise financée et un fonds de reprise coopérative adossé à la banque publique. L'Italie pratique ce mécanisme depuis 1985 : les entreprises reprises par leurs salariés y survivent mieux que les créations classiques.

Refonder la démocratie. Rien de tout cela ne tiendra sans institutions qui permettent aux citoyens de décider réellement. La proportionnelle intégrale pour que chaque voix compte. Le référendum d'initiative citoyenne sur le modèle suisse, pratiqué avec succès depuis 1848. Des conventions citoyennes dont les propositions ne peuvent plus être vidées de leur substance. Un parquet indépendant. Et une information libérée de la tutelle de quelques fortunes. C'est la condition qui rend toutes les autres transformations durables.

6. Le financement

Le réarmement européen montre qu'une capacité exceptionnelle de financement existe lorsque la volonté politique est présente : 800 milliards mobilisés en quelques semaines. La principale contrainte n'est pas l'absence de ressources financières. Elle réside dans les choix politiques, les capacités productives et la coordination européenne.

Recourir aux marchés obligataires pour financer un investissement public revient à payer des intérêts à des créanciers privés pour de la monnaie que la banque centrale peut créer elle-même. C'est ce mécanisme qui coûte 67,6 milliards par an à la France. Nous proposons que la Banque européenne d'investissement émette des titres perpétuels à taux zéro, dédiés aux seuls investissements de transition, que la Banque centrale européenne conserve à son bilan sans échéance de remboursement.

Ce n'est pas une innovation théorique : la BCE a créé 1 850 milliards d'euros entre 2020 et 2022 sans provoquer d'inflation des prix à la consommation. La question n'a jamais été de savoir si c'était possible, mais pour qui on le faisait.

Ce mécanisme suppose l'élargissement du mandat de la BCE au plein emploi et à la stabilité climatique, sur le modèle du double mandat américain. Nous ne dissimulons pas cette condition : elle est le cœur politique du programme. Trois garde-fous l'encadrent : fléchage exclusif vers l'investissement productif, plafonnement à la capacité productive réelle, contrôle démocratique par le Parlement européen.

Ce que coûte le programme, et comment il est financé

166 Mds€/an : coût du programme en régime de croisière, soit environ 5,8 % du PIB. Isolation thermique, renouvelables et réseaux, programme nucléaire, recherche, santé, éducation, garantie d'emploi, justice, logement, agriculture, mobilité, ferroviaire, numérique souverain. Cet ordre de grandeur correspond à celui du rapport Draghi, qui chiffre les besoins européens à 4,7 % du PIB de l'Union.

118 à 136 Mds€/an : ressources fiscales mobilisables. Au niveau national : conditionnalité des 211 milliards d'aides aux entreprises versées sans évaluation, lutte contre l'évasion fiscale, taxe Zucman, ISF élargi, réforme des successions, taxe sur les transactions financières, superprofits fossiles. Au niveau européen : part française du Pilier 2 renforcé et du Fonds européen d'infrastructures.

30 à 48 Mds€/an : écart résiduel, financé sans emprunter sur les marchés.

Recourir aux marchés obligataires pour financer un investissement public revient à payer des intérêts à des créanciers privés pour de la monnaie que la banque centrale peut créer elle-même. C'est ce mécanisme qui coûte 67,6 milliards par an à la France. Nous proposons que la Banque européenne d'investissement émette des titres perpétuels à taux zéro, dédiés aux seuls investissements de transition, que la Banque centrale européenne conserve à son bilan sans échéance de remboursement.

Ce n'est pas une innovation théorique : la BCE a créé 1 850 milliards d'euros entre 2020 et 2022 sans provoquer d'inflation des prix à la consommation. La question n'a jamais été de savoir si c'était possible, mais pour qui on le faisait.

Ce mécanisme suppose l'élargissement du mandat de la BCE au plein emploi et à la stabilité climatique, sur le modèle du double mandat américain. Nous ne dissimulons pas cette condition : elle est le cœur politique du programme. Trois garde-fous l'encadrent — fléchage exclusif vers l'investissement productif, plafonnement à la capacité productive réelle, contrôle démocratique par le Parlement européen.

En mars 2025, il a fallu quelques semaines pour mobiliser 800 milliards d'euros. Personne n'a demandé d'où venait l'argent. La même année, on expliquait qu'il n'y avait pas les moyens de rénover les hôpitaux ni d'isoler les logements. Cette contradiction n'est pas une erreur de gestion : c'est la révélation d'un ordre de priorités que nous n'avons jamais choisi.

Rien dans ce programme ne relève de l'utopie. Chaque mesure existe déjà quelque part. La garantie d'emploi fonctionne dans des dizaines de territoires français. La sécurité sociale gérée paritairement en Alsace-Moselle depuis 1919, avec une couverture supérieure, une cotisation plus faible et des comptes excédentaires. Le référendum d'initiative citoyenne en Suisse depuis 1848. La reprise d'entreprise par les salariés en Italie depuis 1985. Le double mandat de la banque centrale aux États-Unis depuis sa création. Ce qui manque n'est ni l'argent, ni les outils, ni les preuves.

Ce programme ne demande pas de croire à un monde meilleur. Il demande de constater que ce monde existe déjà, par morceaux, et qu'aucune loi de la nature n'interdit de les rassembler.

Ce qui l'interdit, ce sont des règles écrites par des hommes. Les règles écrites par des hommes peuvent être réécrites par d'autres.

Ce n'est pas une espérance. C'est une décision. Et elle nous revient.

Ce n'est pas une question de moyens. C'est une question de choix.